

Vous avez vécu cela: la conférence de Yalta (RTL, 31 mars 1961)

Source: Vous avez vécu cela: la conférence de Yalta / PIERRE HENRY, Henri Agogué, commentaires : Pierre Chambon.- 31.03.1961. RTL, Paris. - SON (00:35:54, Montage, Son original).

Algérie: les accords d'Evian / Euloge Boissonade, Jean-Pierre Farkas.- Oran et Alger: RTL [Prod.], 20 mars 1962. RTL, Paris. - (07:03, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/vous_avez_vécu_cela_la_conférence_de_yalta_rtl_31_mars_1961-fr-oceebe14-fa0b-4074-a74c-9d0006ab1fc8.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Vous avez vécu cela: la conférence de Yalta (RTL, 31 mars 1961)

«Vous avez vécu cela», une émission écrite et réalisée par Pierre Henry et Henri Agogué.

La conférence de Yalta.

[Winston Churchill] Yalta ! Yalta, une trouvaille ! Vous connaissez Yalta ?

[Malcolm] Et bien, je ne connais pas, Sir. Mais il paraît que c'est une station balnéaire sur la mer Noire.

[Winston Churchill] Oui ! Et vous pensez que c'est le paradis ! Et bien, Malcolm, je peux vous affirmer que dix ans de recherches, dix ans d'efforts ne nous auraient pas permis de trouver une ville aussi inhospitalière que Yalta.

[Malcolm] Je crains, Sir, que vous ne vous laissiez aller à un petit accès de mauvaise humeur.

[Winston Churchill] De la mauvaise humeur ! Pour un peu vous m'accuseriez de mauvaise foi.

[Malcolm] Oh Sir.

[Winston Churchill] Mais j'ai lu les rapports sur Yalta ! Je sais qu'il n'y a rien là-bas. On ne peut pas s'attendre à y trouver le minimum de confort. Je me demande avec inquiétude, Malcolm, combien il y a de salles de bain à Yalta.

[Malcolm] Ce n'est peut-être pas l'élément le plus important. Il faut reconnaître que la situation de Yalta offre certains avantages.

[Winston Churchill] Ah oui ! L'avantage de me faire faire un voyage de quatre mille kilomètres. Et je préfère ne pas penser au président Roosevelt, il va être obligé de faire un demi tour du monde. Alors qu'il était si simple de nous réunir à Londres !

[Malcolm] Cela ne présentait peut-être pas les conditions de sécurité désirables.

[Winston Churchill] Et Yalta ! Vous croyez que c'est à l'abri des bombardements ? Ah non ! La seule raison d'aller à Yalta, c'est que Staline ne veut pas se déranger. Il ne veut pas quitter la Russie.

[Malcolm] Il est le commandant chef de...

[Winston Churchill] Non ! Nous allons, mon cher Malcolm, régler les problèmes qui sont plus importants que la prochaine offensive de l'Armée rouge. Et il n'y a pas de raison pour que nous nous inclinions, le président Roosevelt et moi, devant les exigences du maréchal Staline !

[Malcolm] Je comprends bien, Sir. Mais ce n'est pas à moi qu'il faudrait expliquer cela.

[Winston Churchill] Mais je l'ai déjà expliqué à Roosevelt ! Mais lui, il ne m'écoute pas et il accepte, il accepte tout... ce que je trouve maladroit. Cela va donner à Staline un sentiment de supériorité dont il n'a vraiment pas besoin. Je vous le dis, Malcolm, c'est une conférence qui s'engage mal. Je me demande s'il ne serait pas préférable d'y renoncer.

[Malcolm] Oh ! Mais vous le croyez vraiment, Sir !

[Winston Churchill] Oh, mais non. Après tout, il vaut mieux une conférence à Yalta que pas de conférence du tout.

Ceci se passait au mois de décembre 1944. Oui. C'est ainsi qu'à cette époque Churchill avait réagi devant le choix de Yalta. À vrai dire, la désignation de Yalta n'avait pas été acceptée de bon gré par Roosevelt, mais il avait fallu se rendre à l'évidence : Staline ne quitterait pas l'URSS et il fallait que cette conférence ait lieu. Par conséquent, elle aura lieu à Yalta. La date en est fixée au 4 février 1945, ce qui finalement arrange les Occidentaux, en leur donnant le temps de liquider la contre-attaque de Von Rundstedt, et ce qui arrange encore plus les Soviétiques, en leur permettant de lancer leur grande offensive d'hiver. Cette conférence de Yalta qui succède à bien d'autres conférences – on n'aura jamais vu au cours d'une guerre autant de réunions des états-majors et des chefs de gouvernement – cette conférence revêt un caractère tout particulier. Elle ne va pas porter sur la manière de gagner la guerre qu'on considère comme terminée, mais sur la manière de régler la paix, ce qui est un problème autrement difficile. Aussi la mauvaise humeur traditionnelle de Churchill inquiète-t-elle Roosevelt qui lui envoie Hopkins, son plus fidèle conseiller, avec mission de calmer les emportements du Premier ministre britannique.

[Winston Churchill] Cher Monsieur Hopkins, je suis très flatté que vous ayez pris la peine de venir me voir. Mais dites-moi, quel est sincèrement le but de votre visite ?

[Harry L. Hopkins] Le président a pensé qu'il pouvait être utile, avant une conférence de cette importance, de préparer le terrain.

[Winston Churchill] Naturellement. Et j'espère, Monsieur Hopkins, que j'aurai le temps de bavarder un peu à Malte avec le président.

[Harry L. Hopkins] Ah... à vrai dire, le président ne souhaite pas qu'il y ait trop d'entretiens entre lui et vous avant la conférence. Il ne voudrait pas que cette conférence à trois soit précédée de quelque chose qui pourrait ressembler à un petit complot à deux. Si le maréchal Staline était mis au courant...

[Winston Churchill] Oh, cher Monsieur Hopkins, voyons les choses carrément ! Nous allons passer six jours à Yalta, si nous ne discutons pas un peu avant, jamais nous ne réussirons à mettre sur pied en six jours une organisation mondiale. Songez que le Tout-Puissant lui-même a eu besoin de sept jours.

[Harry L. Hopkins] J'en parlerai au président et je pense qu'il acceptera.

[Winston Churchill] Je le pense aussi, car entre nous, mon cher Hopkins, je lui fais un peu peur, au président, non ?

[Harry L. Hopkins] Et bien, à vrai dire, il a senti quelque mauvaise humeur de votre part.

[Winston Churchill] Parce qu'il avait cédé un peu facilement pour Yalta ! C'est vrai. Que voulez-vous, je reviens de Moscou, Staline m'y a très bien reçu. J'aurais aimé à mon tour le recevoir. C'est mon côté bien élevé. Mais n'en parlons plus. Et rassurez le président ! Je serai tout sourire et je ferai tout mon travail. Je défendrai les intérêts de la Grande-Bretagne, de la démocratie et de la paix. J'espère qu'il sera d'accord avec moi sur les deux derniers points.

[Harry L. Hopkins] Ah, mais je suis certain qu'il y aura un accord complet entre le président et vous.

[Winston Churchill] Moi aussi, j'en suis certain ! Et c'est pourquoi je ne comprends pas qu'il ait peur.

[Harry L. Hopkins] Il n'a pas... réellement peur.

[Winston Churchill] Si ! Et je vais vous dire ce qui l'inquiète. Il a peur que je fasse la tête, parce qu'il y aura là-bas des têtes que je n'aime pas ! Et bien, rassurez-le, Monsieur Hopkins, ce n'est pas mon genre. Je ferai ce que j'ai à faire, même si monsieur Stettinius n'est pas de mon avis.

[Harry L. Hopkins] Et pourquoi me parlez-vous de lui ?

[Winston Churchill] Parce que c'est à cause de lui que le président vous a envoyé auprès de moi ! Allez, allez, Monsieur Hopkins, n'essayez pas de mentir, vous en êtes incapable.

[Harry L. Hopkins] Oh...

[Winston Churchill] Ou si vous en êtes capable, réservez cela pour plus tard. À Yalta... vous en aurez peut-être besoin. Un whisky, Monsieur Hopkins ?

Hopkins est le plus patient et le plus indulgent des auditeurs. Il écoute les discours, il subit les colères, il fait semblant de s'intéresser aux démonstrations de Churchill qui, finalement, se calme. Et le voyage vers la Crimée commence. Roosevelt s'embarque sur le croiseur Quincy le 23 janvier. À cette époque, le président des États-Unis est très fatigué. Il a soixante-deux ans et douze ans de pouvoir. Mais l'attaque de paralysie qui l'a frappé en 1921 et les soucis que lui ont apportés les événements des dernières années en ont fait un vieillard. Malgré les efforts qu'il fait pour n'en rien laisser paraître, sa capacité de travail décroît. Le 1er février le Quincy arrive à Malte. Churchill l'attend, faisant les cent pas sur le pont du croiseur léger Orion, son cigare à la bouche. Dès que le Quincy pénètre dans la rade, les marins de l'Orion se mettent au garde-à-vous, la fanfare du bateau attaque l'hymne américain et aussitôt que le croiseur du président a jeté l'ancre, Churchill va rendre visite à Roosevelt.

[Winston Churchill] Monsieur le Président, je tiens d'abord à vous féliciter pour votre élection et à vous assurer que toute l'Angleterre s'en réjouit.

[Franklin D. Roosevelt] Oui, je vous remercie. Cela me console de l'accueil que la presse m'a réservé.

[Winston Churchill] La presse ?

[Franklin D. Roosevelt] Vous ne savez pas qu'après cette élection 90 % de la presse a manifesté un mécontentement assez violent ?

[Winston Churchill] Qu'est-ce que cela prouve, sinon un divorce entre la presse et l'opinion publique ?

[Franklin D. Roosevelt] Oh non, c'est peut-être plus grave que cela, pour l'avenir. Nous sommes en guerre. Nous sommes près de la victoire. Les électeurs ne voient pas très loin, ils ont envie que le travail soit fini par ceux qui l'ont commencé, mais après...

[Winston Churchill] Et bien, après, si vous n'êtes pas réélu, cela prouvera que dans les démocraties les peuples ont vraiment le droit de se donner le gouvernement qui leur plaît.

[Franklin D. Roosevelt] Vous accepteriez qu'on vous tienne ce résonnement le jour où, par une ingratitude que je ne peux pas imaginer, le peuple britannique vous écarterait du pouvoir ?

[Winston Churchill] Oh oui. Je suis très préparé à cette éventualité. Voyez-vous, Monsieur le Président, les élections chez nous ont lieu dans quatre mois, si la guerre n'est pas terminée je serais réélu, sinon...

[Franklin D. Roosevelt] La guerre sera terminée et vous serez réélu quand-même.

[Winston Churchill] Oh, d'abord, croyez-vous vraiment que la guerre sera terminée ?

[Franklin D. Roosevelt] En Europe, il y a beaucoup de chances. Avec le Japon, par contre, je pense que malheureusement elle peut encore durer deux ou trois ans.

[Winston Churchill] Vous n'allez pas essayer d'obtenir de Staline qu'il déclare la guerre au Japon ?

[Franklin D. Roosevelt] Je ne sais pas. Je verrai. Je me demande dans quelle disposition nous allons le trouver.

[Winston Churchill] Excellente ! Nous lui avons toujours accordé ce qu'il nous demandait.

[Franklin D. Roosevelt] Oh...

[Winston Churchill] Vous êtes inquiet ?

[Franklin D. Roosevelt] Oui, pour les petits détails.

[Winston Churchill] Lesquels ?

[Franklin D. Roosevelt] Et bien, c'est peut-être stupide, mais nos délégations...

[Winston Churchill] Oui.

[Franklin D. Roosevelt] ...nous devons être soixante-dix en tout.

[Winston Churchill] Oui.

[Franklin D. Roosevelt] Et nous sommes ?

[Winston Churchill] Sept cents.

[Franklin D. Roosevelt] Vous ne croyez pas qu'il risque de prendre ça pour un début d'invasion ?

[Winston Churchill] Non ! Staline sait que la Russie est à l'abri de toute espèce d'invasion.

C'est vrai, ils sont sept cents en tout : techniciens, conseillers, interprètes, secrétaires, militaires, diplomates, économistes... Le bloc occidental ne veut pas être pris au dépourvu. Le président Roosevelt préférerait achever le voyage en bateau, car l'avion l'incommode, mais la traversée des Dardanelles paraît trop risquée et il sera contraint d'utiliser son avion personnel, la Vache sacrée, un avion spécialement aménagé pour lui, muni d'un ascenseur qui lui permet d'y accéder et d'en sortir. Des bâtiments de guerre britanniques, prêts à intervenir en cas d'accident, croisent dans la mer Noire. Et dans la nuit du 2 au 3 février '45, les premiers avions décollent en direction de l'aérodrome de Saki, où ils se posent sept heures plus tard. Ils y sont accueillis par Molotov, par une fracassante musique militaire et par les premiers verres de Vodka d'une semaine qui va en compter beaucoup. La dernière partie du trajet, de Saki à Yalta, va s'effectuer en voiture et il faudra plus de six heures pour parcourir ces cent quarante derniers kilomètres. À trois heures de l'après-midi, Churchill, épanoui, emmitouflé dans un gros manteau kaki, Roosevelt, mince et pâle sous sa grande cape noire, et les sept cents membres des délégations prennent possession de leurs appartements. Les Américains seront logés au palais Livadia, l'ancienne résidence d'été du tsar Nicolas II, les Britanniques occuperont le palais Vorontsov, à une demie-heure de Yalta, et les Russes seront à la villa Koreiz. Le lendemain matin, 4 février, c'est dans la grande salle du palais Livadia que doit se tenir la première réunion, une simple réunion technique d'organisation.

[Membre de la délégation américaine] C'est ici que se tient la conférence ?

[Membre de la délégation britannique] Oui, dans dix minutes. Vous avez passé une bonne nuit ?

[Membre de la délégation américaine] Excellente.

[Membre de la délégation britannique] Ah ! Et bien, ça prouve que le palais Livadia est un meilleur hôtel que notre palais Vorontsov.

[Membre de la délégation américaine] Vous avez mal dormi ?

[Membre de la délégation britannique] Nous étions vraiment très nombreux au palais Vorontsov.

[Membre de la délégation américaine] Oh, nous aussi, rassurez-vous. Nous sommes très serrés. Personnellement, je partage une chambre avec onze personnes.

[Membre de la délégation britannique] Ah non, mais je ne parle pas seulement des membres de la délégation britannique, je parle des autres locataires.

[Membre de la délégation américaine] Quels locataires ? Je ne comprends pas.

[Membre de la délégation britannique] Le palais Vorontsov est habité par une quantité considérable de bestioles du genre punaise.

[Membre de la délégation américaine] Comment, comment, vous n'avez pas apporté d'insecticide ?

[Membre de la délégation britannique] Non, non, je ne le pense pas.

[Membre de la délégation américaine] Mais nous allons vous en donner. Nous en avons apporté des tonnes.

[Membre de la délégation britannique] Ah, vous êtes vraiment très bien organisé, vous.

[Membre de la délégation américaine] Ah, c'est vrai. Nous pensons toujours à ce genre de détail. Est-ce que vous croyez que nous devrions offrir à nos hôtes nos services de désinfection ?

[Membre de la délégation britannique] Et bien, cela me paraît délicat.

[Membre de la délégation américaine] Vous croyez qu'ils sont absolument insensibles aux punaises ?

[Membre de la délégation britannique] Non, peut-être pas, mais je les soupçonne d'être totalement réfractaires à un insecticide capitaliste.

[Membre de la délégation américaine] Ah oui. Oui, peut-être, oui.

C'est vrai, les Soviétiques déclineront cette proposition. Mais si l'on excepte ce léger détail, tout le monde s'accorde à reconnaître que l'hospitalité russe n'est pas un vain mot. Tout a été fait pour prévenir les moindres désirs des invités occidentaux : le mobilier, la décoration, le service, la nourriture. Malgré les difficultés que ces problèmes ont soulevé dans un pays en guerre et dans une région dévastée, tout est impeccable. La moindre remarque est prise en considération, elle est presque considérée comme un reproche et, lorsqu'un délégué fait négligemment constater qu'il n'y a pas de zeste de citron dans les cocktails, un citronnier fait dès le lendemain son apparition dans le vestibule. Le maréchal Staline arrive au palais Livadia le dimanche 4 février, à quatre heures de l'après-midi, pour avoir avec Roosevelt, Churchill et leurs plus proches collaborateurs une sorte de pré-conférence.

[Joseph Staline] Monsieur le Président, je crois que c'est à vous que revient l'honneur et j'espère que vous voudrez bien accepter de présider cette conférence.

[Franklin D. Roosevelt] À moi ? Mais je ne vois pas pour quelle raison.

[Joseph Staline] Monsieur le Président, vous êtes le seul ici à être à la fois chef d'État et chef de gouvernement. Je ne suis que le représentant du président Kalinine comme monsieur Churchill est le représentant du Roi Georges VI, c'est pourquoi je vous demande de bien vouloir accepter la charge et l'honneur de diriger ces débats.

[Franklin D. Roosevelt] Et bien, j'accepte, Monsieur le Maréchal, et je voudrais pour commencer exprimer la reconnaissance de la délégation américaine et de tout le peuple américain pour votre si généreuse hospitalité. J'espère que nous pourrons avoir des conversations fructueuses, que chacun pourra s'exprimer en toute liberté et en toute franchise, car cela me paraît être le seul moyen d'arriver à des solutions durables. Je pense que nous aurons au cours de cette conférence à examiner bien des problèmes mondiaux, mais le plus urgent me semble être l'examen de la situation militaire en Europe.

[Joseph Staline] Je suis exactement de votre avis, Monsieur le Président, et je vais me permettre de donner immédiatement mon point de vue sur cette question. L'offensive soviétique a commencé le 12 janvier sur un front de sept cents kilomètres. Nos troupes ont avancé avec une moyenne de trente kilomètres par jour. Elles ont atteint l'Oder au nord de Francfort, elles ont occupé la région industrielle de la Silésie, isolé les forces ennemies de la Prusse orientale et détruit en tout quarante-cinq divisions allemandes. Si la Grande-Bretagne et les États-Unis lancent à l'Ouest une offensive de cette envergure, le sort de l'Allemagne sera réglé en quelques semaines.

[Franklin D. Roosevelt] La situation sur le front occidental est également très favorable, mais je laisserai au général Marshall le soin de vous l'exposer.

[George Marshall] Oui ! Oui, nous avons repris l'initiative sur tout l'ensemble du front. La poche allemande des Ardennes est totalement réduite et actuellement nos bombardiers détruisent tous les stocks et tous les centres de production de pétrole et d'houille. Ce qui nous permettra d'envisager le franchissement du Rhin avant le 1er mars.

[Winston Churchill] Hm hm.

[Franklin D. Roosevelt] Ah ! ...mais je crois que monsieur Churchill a quelque chose à dire.

[Winston Churchill] Oui ! Sans méconnaître l'intérêt de ces exposés sur ce qui a été fait, je crois que, étant donné le peu de jours que nous avons à passer ensemble, il serait préférable d'étudier un plan de coordination des opérations à venir. Qu'en pensez-vous, Monsieur le Maréchal ?

[Joseph Staline] Je suis de cet avis et je propose que nous demandions au chefs d'état-major de préparer les plans d'une offensive commune.

[Winston Churchill] Naturellement, mais auparavant il me semble nécessaire que nous soyons bien d'accord sur un point : l'engagement pour chacun de nous de ne pas traiter séparément avec l'Allemagne.

[Joseph Staline] Pour ma part, je me considère comme lié depuis toujours par cet engagement.

[Winston Churchill] Alors c'est parfait, Monsieur le Maréchal. Laissons travailler les états-majors.

Après cette première prise de contact qui a permis aux trois grands de s'affronter sans risque de désaccord, le président Roosevelt offre le soir le premier grand dîner de cette conférence. Caviar, vodka, poisson fumé, mouton grillé, champagne de Crimée, le menu sera à peu de chose près celui de tous les banquets de Yalta. On y porte de nombreux toasts. On sait que les journées suivantes vont apporter quelques nuages, mais pour l'instant on fait semblant de considérer que le baromètre est au beau fixe. Le président Roosevelt lui-même semble avoir oublié toute inquiétude.

[Franklin D. Roosevelt] Votre champagne est excellent, Monsieur le Maréchal.

[Joseph Staline] C'est du champagne de Crimée. J'espère, Monsieur le Président, que vous accepterez, lorsque vous nous quitterez, que je vous en offre quelques caisses. Vous la ferez connaître aux Etats-Unis.

[Franklin D. Roosevelt] Et je suis sûr que je ferais beaucoup d'adeptes. Est-ce que vous accepteriez de m'en donner la représentation le jour où je ne serez plus président ?

[Joseph Staline] Mais pourquoi pas ? En l'attendant, je lève cette coupe à nos succès.

[Franklin D. Roosevelt] À votre prochaine entrée à Berlin !

[Joseph Staline] Dans quelques semaines !

[Franklin D. Roosevelt] Vous êtes résolument optimiste.

[Joseph Staline] Ce n'est pas de l'optimisme. Je sais lire une carte, tout simplement. Tenez, tenez, je vous parie une caisse de champagne de Crimée contre une caisse de champagne californien que nous serons à Berlin avant que vous n'ayez repris Manille.

[Franklin D. Roosevelt] Tenu, Monsieur le Maréchal ! Monsieur Churchill n'a pas l'air de participer à votre joie. Auriez-vous des soucis, Monsieur le Premier ministre ?

[Winston Churchill] Non, non, pas du tout.

[Franklin D. Roosevelt] Si, Monsieur le Maréchal, notre ami a des soucis et je crois les connaître. Il pense à ses prochaines élections qui ont lieu dans quatre semaines.

[Joseph Staline] Vous craignez ces élections, Monsieur Churchill ?

[Winston Churchill] Absolument pas et même si je les craignais, je serais fier de cette inquiétude, oui. Fier de penser que je suis le seul ici à pouvoir être renversé à n'importe quel moment et sans révolution.

[Joseph Staline] Bravo, Monsieur Churchill! Pour ces belles paroles je bois à l'Angleterre et aux États-Unis.

[Franklin D. Roosevelt] Je bois à l'Union soviétique.

[Winston Churchill] Nous pourrions boire aussi à toutes les petites nations qui comptent sur nous plus que jamais.

[Joseph Staline] Oh, oublions un peu les petites nations.

[Winston Churchill] Vous ne pensez pas qu'elles doivent, elles aussi, participer à l'équilibre du monde ?

[Joseph Staline] Si, si, je reconnais leur droit. Mais, voyez-vous, je crois que l'aigle doit permettre aux petits oiseaux de chanter sans s'occuper de ce qu'ils chantent.

[Franklin D. Roosevelt] Il y a une chose, Monsieur le Maréchal, que je voudrais vous révéler.

[Joseph Staline] Sur les petites nations ?

[Franklin D. Roosevelt] Non, sur vous.

[Joseph Staline] Aha !

[Franklin D. Roosevelt] Depuis deux ans, monsieur Churchill et moi, nous nous envoyons des câbles et lorsqu'il est question de vous, nous avons pris l'habitude de vous désigner sous le nom d'Oncle Joe.

[Joseph Staline] Ah... Et qu'est-ce que ça signifie exactement, Oncle Joe ?

[Winston Churchill] C'est un surnom d'amitié. C'est la preuve que nous faisons tous partie de la même famille.

[Joseph Staline] Ah oui !

[Franklin D. Roosevelt] Vous n'êtes pas froissé ?

[Joseph Staline] Non, pas du tout, pas du tout, mais désormais je vous appellerai Oncle Sam.

Maintenant les plaisanteries sont finies. Les trois grands sont venus là pour autre chose. Quels sont les problèmes essentiels que chacun veut voir résoudre ? Étant bien entendu que celui de la victoire finale n'inquiète plus personne, il y a d'abord le problème de l'occupation de l'Allemagne, sa répartition, sa durée, le droit de la France à y participer. Il y a aussi le problème des réparations qui préoccupe spécialement les Russes. Deuxième sujet de discussion : la Pologne. Un sujet qui concerne surtout les Russes, mais à propos duquel les Anglais sont bien décidés à ne pas se laisser faire. Troisième sujet : la mise sur pied d'une organisation destinée à maintenir la paix dans le monde avec plus d'efficacité que la Société des Nations. Enfin, il y a surtout la participation de l'URSS à la guerre contre le Japon. C'est l'objectif numéro un du président Roosevelt, car pour l'instant la bombe atomique n'est pas prête et cette guerre risque d'être longue. Dans quelques mois, le successeur de Roosevelt n'aura pas le même avis. En ce qui concerne l'Allemagne, des frictions se font sentir au sujet des réparations. Les Russes veulent que l'Allemagne paie en nature. Les Anglo-Américains n'y tiennent pas, ils se souviennent du traité de Versailles et de ce fameux « L'Allemagne paiera », mais Staline insiste. Il veut l'équivalent de vingt milliards de dollars, dont dix pour la Russie. On accepte. On se résigne plutôt à prendre ce chiffre comme base de discussion et on décide de créer un comité des réparations. Deuxième point de friction: les droits de la France.

[Joseph Staline] La France ! Mais à quel titre la France aurait-elle le droit de s'asseoir à la table des vainqueurs ? Qu'a-t-elle fait au cours de cette guerre, sinon d'ouvrir ses portes à l'Allemagne ?

[Winston Churchill] Mais actuellement elle combat à nos côtés.

[Joseph Staline] Oui, je sais, elle a neuf divisions. Le gouvernement polonais de Lublin en a dix.

[Winston Churchill] Elle a aussi, il ne faut pas l'oublier, déclaré la guerre à l'Allemagne dès le premier jour et, d'autre part, l'équilibre à l'Ouest ne peut pas se faire sans elle. En la mettant à l'écart, nous risquons son hostilité.

[Joseph Staline] La France a été vaincue et nous allons être les vainqueurs. Je ne vois pas autre chose.

[Winston Churchill] Monsieur le Maréchal, permettez-moi d'insister. La victoire sur l'Allemagne va poser des problèmes, des problèmes d'occupation, c'est-à-dire des problèmes de troupes. Monsieur le Président. Monsieur le Président, combien de temps les États-Unis pourront-ils maintenir des troupes en Europe ?

[Franklin D. Roosevelt] Je pense que deux ans représenteront un maximum.

[Winston Churchill] Bien ! La Grande-Bretagne ne pourra pas à elle seule occuper l'Allemagne de l'Ouest. Il me paraît donc préférable de réserver à la France une zone d'occupation qui sera naturellement prise sur notre propre zone.

[Joseph Staline] Oui, oui, une zone, je veux bien, mais pas de place à la commission interalliée.

[Franklin D. Roosevelt] Sur ce point, je partage l'avis du maréchal Staline.

[Winston Churchill] Il me paraît difficile d'accorder une zone à la France et de l'écarter de la commission.

[Joseph Staline] Mais dans ces conditions nous n'en finirons jamais ! Si la France fait partie de la commission, elle voudra assister aux conférences des trois grands.

[Winston Churchill] Ah ! Voilà ce qui vous ennuie. Vous voulez que ce club reste un club très fermé. Droit d'entrée : cinq millions de soldats.

[Joseph Staline] Écoutez, Monsieur Churchill, ne perdons pas de temps sur un problème secondaire. Une zone ! Pas de zone ! Nous en reparlerons quand l'Allemagne aura capitulé.

Le deuxième grand problème, c'est la Pologne. C'est le sujet qui va occuper le plus de temps à la conférence. À cette époque, la Pologne, dont le territoire vient d'être libéré par les troupes soviétiques, possède un gouvernement, le gouvernement de Lublin, mis en place et soutenu par l'URSS, mais il y a aussi un comité polonais de Londres qui, tout en se considérant comme démocratique, n'a pas l'approbation de Moscou. Quel sera le futur gouvernement de la Pologne ? Quelles seront ses frontières ? Deux points de discussion qui se révèlent délicats. Les Anglo-Américains ont un mauvais souvenir du règlement de la question polonaise par le traité de Versailles, Staline aussi. On a, en 1919, tranché cette question sans tenir compte de l'avis de la Russie et c'est inacceptable. Sur ce point, tout le monde est d'accord. C'est même le seul point.

[Winston Churchill] Monsieur le Maréchal, c'est pour la Pologne, pour que la Pologne reste un État libre et souverain que nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne, que nous avons lutté pendant quatre ans. Nous ne pouvons pas aujourd'hui l'abandonner.

[Joseph Staline] Je vous comprends, oui, mais est-ce que, de votre côté, vous me comprenez lorsque je vous dis que, pour nous, la Pologne est le couloir par lequel les armées étrangères nous envahissent ? Elle doit donc avant tout être pour nous une alliée, une alliée sûre, et avoir un gouvernement ami de la Russie.

[Franklin D. Roosevelt] L'essentiel est que le peuple polonais soit ami de la Russie.

[Joseph Staline] Les peuples ne font qu'obéir à leurs gouvernements.

[Winston Churchill] Tout ceci nous éloigne de l'objet de notre discussion : les frontières de la Pologne. Vous n'acceptez pas que la Pologne s'étende au-delà de la ligne Curzon ?

[Joseph Staline] Ah non, non ! Cette ligne a été fixée par Curzon et Clemenceau ! Vous ne voudriez pas que je sois moins russe qu'eux ! Je n'oserais pas rentrer à Moscou. Si la Pologne doit obtenir des avantages territoriaux, elle les obtiendra à l'Ouest.

[Winston Churchill] Au dépens de l'Allemagne ! Et qu'est-ce que vous ferez des cinq ou six millions d'Allemands qui occupent ces territoires dont vous faites cadeau à la Pologne ?

[Joseph Staline] Ne vous inquiétez pas pour eux, ils ne seront plus là. Ils sont en fuite quand nos troupes arrivent. Écoutez, voici ce que je vous propose. Nous nous en tenons à la ligne Curzon pour la frontière orientale de la Pologne et je m'engage à favoriser l'établissement en Pologne d'un gouvernement élargi.

[Franklin D. Roosevelt] Quand ?

[Joseph Staline] Le plus rapidement possible.

[Franklin D. Roosevelt] Ce qui signifie ?

[Joseph Staline] Disons dans moins d'un mois.

[Franklin D. Roosevelt] Bien ! Vous acceptez que d'ici un mois on procède en Pologne à des élections libres ? Que la Pologne puisse avoir un gouvernement démocratique ?

[Joseph Staline] Mais qu'est-ce que vous appelez un gouvernement démocratique ? Un gouvernement dans lequel les émigrés de Londres seront représentés ?

[Winston Churchill] Entre autres.

[Joseph Staline] Non, non. Pas entre autres ! Les émigrés de Londres, c'est tout ce qui vous intéresse. Mais dites-moi, Monsieur Churchill, est-ce que tous les partis sont représentés au sein des gouvernements britannique et américain ? Voyez-vous, je me sens capable de discuter sans passion du statut de la Sarre ou de la frontière du Rhin, mais pour la Pologne, croyez-moi, j'ai de bonnes raisons, de meilleures raisons que vous de savoir comment il faut traiter le problème.

La solution de compromis proposée par Staline est finalement acceptée. La Pologne obtiendra la ligne Curzon comme frontière orientale, d'importants avantages territoriaux à l'Ouest et des élections libres se dérouleront prochainement. En fait, ces élections n'auront lieu que 23 mois plus tard. Maintenant, c'est-à-dire le cinquième jour de la conférence, les trois grands s'emploient à établir les bases de l'Organisation des Nations Unies qui doit assurer l'avenir du monde. Un travail préparatoire a déjà été accompli lors d'une conférence préliminaire à Dumbarton Oaks, mais la question est loin d'être réglée.

[Winston Churchill] Il n'est pas difficile de demeurer unis en temps de guerre. Les difficultés commencent après, lorsque des intérêts divergents divisent les alliés.

[Franklin D. Roosevelt] C'est exact. C'est pourquoi nous devons faire tous nos efforts pour bâtir une paix durable. L'Organisation des Nations Unies doit permettre d'éviter le plus grand risque de conflit, le risque que l'un des trois grands ne cherche à devenir le maître du monde.

[Joseph Staline] Un des trois grands ? Lequel ? Vous ne pensez certainement pas à la Grande-Bretagne, ni aux Etats-Unis, alors qui reste-t-il ?

[Franklin D. Roosevelt] Non, Monsieur le Maréchal, je suis certain qu'il n'y avait aucune allusion dans les paroles de monsieur Churchill.

[Winston Churchill] Évidemment, j'ai parlé en général.

[Joseph Staline] Je préférerais parler de choses précises. Revenons à ce droit de veto. Pourquoi serait-il retiré à l'un des membres permanents dans le cas où on discute une affaire à laquelle il est mêlé ?

[Franklin D. Roosevelt] Il est normal qu'il se tienne à l'écart, qu'il ne soit pas à la fois juge et parti.

[Joseph Staline] Il peut parfois être un meilleur juge.

[Winston Churchill] Ou un plus mauvais. Non, tout ceci est une question de fair-play.

[Joseph Staline] Et de toute façon, je donnerai ma réponse à cette proposition un peu plus tard, quand je l'aurai mieux étudiée. Deuxième problème : le nombre de voix dont disposera chaque pays. Il me paraît

logique de donner une voix à l'Ukraine et à la Biélorussie qui ont particulièrement souffert de cette guerre.

[Winston Churchill] Entièrement d'accord. Et vous, Monsieur le président ?

[Franklin D. Roosevelt] Cette proposition me semble difficile à accepter, à moins que vous ne reconnaissiez aux États-Unis le droit de disposer de plusieurs voix.

[Joseph Staline] Pourquoi pas ? Après tout, la Grande-Bretagne peut compter sur les voix de ses dominions. C'est la moindre des choses que nous ayons, nous aussi, Monsieur le Président, quelques voix supplémentaires.

Pour des raisons incompréhensibles, les États-Unis ne profiteront jamais de cet accord verbal de Staline et cette exigence de Roosevelt, qui compensait celle de Staline, ne sera pas reprise par son successeur. À présent, les problèmes essentiels de Yalta ont été réglés ou tout au moins discutés. Il ne reste plus qu'un point à débattre : l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon qui fait l'objet de discussions secrètes auxquelles ne prennent part que les délégations soviétique et américaine. Et on aboutit finalement à l'accord suivant : l'URSS déclarera la guerre au Japon trois mois après la fin des hostilités en Europe. En échange, la Russie obtiendra un certain nombre d'avantages territoriaux, pris en partie sur l'ennemi japonais, naturellement, mais surtout au détriment de l'allié chinois, lequel allié ne sera informé que plus tard. C'est préférable. Enfin, le 11 février, après qu'un communiqué de presse ait informé le monde qu'une conférence internationale était en train de se dérouler dans la région de la mer Noire, la dernière séance est levée, les derniers toasts sont portés. Les trois grands se séparent. Le président Roosevelt continue son voyage vers l'Orient, en allant rendre visite à Ibn Saud, tandis que Churchill se rend à Athènes. Et le 16 février les deux hommes se retrouvent à Alexandrie à bord du Quincy qui va ramener le président aux États-Unis.

[Winston Churchill] J'espère, Monsieur le Président, que notre prochaine conférence sera une conférence de la paix.

[Franklin D. Roosevelt] Oui, et qu'elle sera aussi fructueuse que celle-ci. Nous avons fait du bon travail, vous ne trouvez pas ?

[Winston Churchill] Oui. Nous avons à faire à un partenaire coriace, mais nous avons réussi à ne pas nous laisser écraser.

[Franklin D. Roosevelt] Coriace oui, mais honnête et sûrement fidèle. Je crois que tant qu'il vivra, il n'y aura rien à craindre. Il a tout de même fait la guerre avec nous.

[Winston Churchill] Oui. J'espère que tout cela durera.

[Franklin D. Roosevelt] Croyez-vous, Churchill, qu'il serait bon que j'aille en Grande-Bretagne ?

[Winston Churchill] Ah, ce serait pour nous une merveilleuse occasion de vous prouver notre reconnaissance et notre affection.

[Franklin D. Roosevelt] À mon prochain voyage en Europe, j'y irai.

[Winston Churchill] Et cela nous amusera beaucoup de recevoir comme un roi le président de la plus grande démocratie.

[Franklin D. Roosevelt] Je vais essayer de me reposer quelque temps aux États-Unis. Ce voyage m'a un peu fatigué, mais je suis heureux de l'avoir fait et heureux d'avoir trouvé à mes côtés un véritable ami, n'est-ce pas ?

[Winston Churchill] Oui, Monsieur le Président.

Les deux hommes ne se reverront jamais. Franklin Roosevelt meurt le 12 avril 1945, quelques semaines avant la fin de la guerre contre l'Allemagne. Il meurt en espérant que, grâce à la conférence de Yalta, l'après-guerre est à peu près assuré. Mais c'est vrai, il est très difficile de s'entendre lorsqu'on n'a plus d'ennemi commun. Dès la conférence de Potsdam en juillet '45, les difficultés commencent. À cette époque, les accords de Yalta sont connus du public et Anglais, Russes et Américains désapprouvent plus ou moins nettement l'attitude de leurs gouvernements à cette conférence de Crimée. On reproche aussi bien à Staline qu'à Churchill et à Roosevelt de ne pas avoir montré assez de fermeté. La moindre concession – il fallait bien que chacun en fasse – est considérée comme une faiblesse. Pourtant, Yalta n'a pas été inutile, loin de là. Réussir en février '45 à jeter les bases d'un règlement définitif, c'était quelque chose ! Malheureusement, la plupart des accords restaient imprécis. Ils laissaient encore une petite marge d'interprétation et tout le problème était de savoir comment ces accords allaient être utilisés. Tout cela, comme disait Churchill, était une question de fair-play.

« Vous avez vécu cela ». Ce soir : « La conférence de Yalta ». Commentée par Pierre Chambon, cette émission de Pierre Henri, Henri [Agoguet] et Gilbert Cazeneuve est une production des programmes de France.